

Nouvelles Questions Féministes

Mars 81

N° 1

	Editorial	3
<i>Adrienne Rich</i>	La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne	15
<i>Françoise Comparat</i>	Féministe homosexuelle ou hétérosexuelle ?	
<i>Danièle Stewart</i>	« Féminisme et syndicalisme aux Etats-Unis »	53
Documents : 1	— <i>Quel féminisme ?</i>	77
2	— <i>Le travail à temps partiel</i>	91
3	— <i>La montée résistible de l'entreprise « Des Femmes » et le M.L.F.</i>	103

(Résumé en français à la fin de chaque article)
(Each article is followed by an abstract in English)

Collectif de rédaction : *Christine Delphy, Claude Hennequin, Emmanuèle de Lesseps.*

Directrice de publication : *Simone de Beauvoir*

Nouvelles questions féministes

Editorial

ABONNEMENTS

à envoyer aux Editions TIERCE
1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris

Nom

Adresse

à partir de quel numéro

	FRANCE		ETRANGER
Abonnement :	85 F	Abonnement :	110 F
Abonnement de soutien :	150 F	Abonnement par avion :	150 F

Règlement par chèque postal ou bancaire ou mandat postal international.

Vous pouvez payer en monnaie locale.

You can pay in local currency.

ABONNEZ-VOUS !

- Vous serez servis immédiatement dès la sortie de l'imprimerie, avant les dépôts en librairie.
- Le numéro vous coûte moins.
- Et vous donnez à la revue l'assise financière indispensable pour qu'elle paraisse régulièrement (le prix des abonnements donne l'avance nécessaire pour payer la fabrication, les rentrées des ventes en librairies exigeant un délai trop important).

Exit *Questions Féministes* ?

Fausse sortie : voici *Nouvelles Questions Féministes*, dont l'ambition est de continuer le travail réalisé pendant les trois ans de parution de *Questions Féministes*.

Levons tout de suite l'ambiguïté : le changement de titre n'indique en aucune façon un changement d'orientation ou de formule. Bien au contraire, et sans doute paradoxalement au premier abord, ce changement de titre n'est qu'une des manifestations de la volonté de préserver et de maintenir une identité : l'identité d'une revue qui existe depuis novembre 1977 et qui entend rester fidèle aux objectifs qu'elle s'était fixés (dans l'éditorial du n° 1), à tous ses objectifs, et en premier lieu à ses options politiques fondamentales.

Or le collectif de rédaction s'est divisé durant l'été 1980 sur une question touchant aux options de fond. (voir plus bas) Celles-ci nous ont paru menacées lorsqu'une majorité du collectif a décidé d'impulser dans la revue une ligne que nous jugeons incompatible avec une perspective féministe radicale. La poursuite d'un travail commun est devenue impossible : le collectif de *Questions Féministes* a dû se dissoudre. Cependant, il nous paraissait également impossible que la revue s'arrête. Pourquoi ?

Questions Féministes a bien été le lieu de débat théorique qu'elle se proposait d'être et qui faisait cruellement défaut au mouvement féministe. Nous avons bien, comme nous nous le proposons, inclus dans ce débat :

- la description de la réalité quotidienne de l'oppression des femmes, ici et ailleurs, hier et aujourd'hui : par exemple et parmi d'autres articles, citons pour mémoire « Accouche », de I. Wieder (paru dans le n° 5), « Travail et exploitation des femmes dans les supermarchés », de G. Fournier (paru dans le n° 4), ou encore « Les mutilations sexuelles en Afrique », de F.P. Hosken (paru dans le n° 8);
- la critique, d'un point de vue féministe, de l'idéologie patriarcale, en

mettant l'accent sur les discours les plus pernicious parce que produits par la « Science » : par exemple « La science de la reproduction — solution finale ? », de J. Hanmer et P. Allen (paru dans le n° 5), « Le fait féminin : et moi ? », de E. de Lesseps (n° 5); « Pouvoir 'phallomorphique' et psychologie de la Femme » de M. Plaza (n° 1);

— la production de théorie féministe, c'est-à-dire des analyses proposant des grands problèmes de l'oppression des femmes une interprétation féministe radicale : par exemple, et encore une fois parmi d'autres, « Nos amis et Nous », de C. Delphy (paru dans le n° 1), « Pratique du pouvoir et idée de nature », de C. Guillaumin (paru dans les n° 2 et 3), « Sexisme et racisme », de E. de Lesseps (paru dans le n° 7);

— la présentation d'une sélection de documents provenant du mouvement français et une information systématique sur les mouvements étrangers.

L'accueil fait à la revue a démontré que toutes ces démarches répondaient à des besoins réels. La consternation générale manifestée, et pas seulement dans ce pays, devant l'éventualité d'une disparition de la revue est une mesure de l'importance du rôle qu'elle remplit. En effet, c'est la seule publication féministe en France qui offre la place à des articles de fond et qui fasse autant appel à des contributions « extérieures » (i.e. à des articles n'émanant pas de son seul collectif).

Si dans le monde anglophone par exemple, il existe plusieurs revues féministes de ce type, *Questions Féministes* est, dans le monde francophone, la seule*. C'est pourquoi elle remplit des fonctions qui sont parfois dissociées dans les pays anglophones où les revues sont assez nombreuses pour se spécialiser : certaines sont plus orientées vers la recherche, d'autres vers la politique; certaines sont plus orientées vers la recherche, d'autres vers la politique; certaines privilégient les études — féministes ou « sur les femmes » — produites dans les milieux universitaires; d'autres approfondissent la théorie féministe, ce qui va généralement de pair avec l'expression d'un point de vue féministe particulier (« radical-feminist », « social-feminist », « lesbian-feminist », pour ne citer que quelques unes des nombreuses tendances existant dans les mouvements anglo-saxons).

En raison de la rareté des publications féministes dans ce pays, *Questions Féministes* a dû répondre à plusieurs impératifs à la fois. Ainsi, les étudiantes, enseignantes, chercheuses qui essayent d'apporter un point de vue féministe dans l'Université et la Science, mais dont les recherches sont considérées à juste titre comme subversives par les institutions, ont trouvé dans notre revue un lieu où les publier et ont pu mettre leurs compétences spécifiques et complémentaires au service de l'étude de l'oppression des femmes. La revue a donc permis aux femmes engagées dans la recherche féministe de communiquer entre elles, de confronter leurs démarches et leurs hypothèses, confrontation sans laquelle le développement de la recherche serait impossible. De plus, c'est aussi l'ensemble du mouvement féministe qui a pu bénéficier de cette somme de travail, chaque année plus considérable, et y réagir.

Il nous incombait également de suivre les grands mouvements d'idées et d'actions, de nous tenir au plus près de l'évolution des thèmes débattus dans le mouvement, d'encourager et de permettre l'expression écrite de l'état des réflexions, y compris des nôtres le cas échéant.

Il n'a pas toujours été facile de réaliser un équilibre entre le côté « recherche » et le côté « politique », mais le résultat en valait la peine. Car l'importance de l'information que la revue apporte aux féministes en général sur le développement de la recherche féministe ne doit pas nous faire oublier l'importance de celle apportée aux universitaires sur le cadre politique du féminisme. Le pont que nous avons jeté entre

* de ce type : il existe une autre revue de politique féministe, également publiée par Tierce, *La Revue d'en Face*.

les unes et les autres « marche » dans les deux sens. Et, l'expérience des « Women's Studies » aux U.S.A. (expérience sur laquelle nous publierons prochainement un article) le montre, il est *essentiel* que cette communication réciproque existe : que les recherches sur les femmes soient *informées* au sens fort, c'est-à-dire idéologiquement guidées par une orientation proprement politique, au risque, sinon, que ces études ne soient plus féministes.

Cette possibilité de divergence entre la recherche « quant aux femmes » et l'approfondissement politique n'est pas conjurée par l'existence d'une seule revue; en revanche, la coexistence permanente des deux « genres » dans une *même* revue est un moyen certain de contribuer à leur convergence. Et ceci nous semble si important que nous ne regrettons pas de n'avoir pas les moyens de nous spécialiser.

C'est pour la même raison — la conviction profonde que la confrontation des points de vue, la discussion qui est à la base du mouvement, doit être *généralisée au maximum* — que nous avons, en dépit des difficultés accrues que présente cette formule, maintenu coûte que coûte le parti de publier au moins un article « étranger » par numéro. Sans pallier la connaissance des autres mouvements féministes que nous interdit l'absence de traductions des ouvrages féministes militants étrangers — une absence typiquement française, et qui serait à elle seule un objet d'étude —, ce parti pris a permis aux féministes françaises d'avoir au moins une idée du travail qui se fait, des points de vue qui s'élaborent ailleurs. Ces points de vue sont d'abord intéressants en eux-mêmes, cela va sans dire.

Mais aussi, il importe que le mouvement français tente d'échapper au chauvinisme qui caractérise la vie politique et la vie intellectuelle de ce pays, et qui n'est évidemment pas sans conséquences : il en résulte un appauvrissement du débat d'idées, appauvrissement qui va en empirant puisque les contributions sont limitées à ce qui est produit dans l'hexagone, et que cette production, faute de stimulation, va elle-même s'appauvrissant etc... bref un *provincialisme* galopant. Et, outre qu'elle provoque une paupérisation intellectuelle, cette ignorance crasse du reste du monde qui caractérise tous les niveaux de la société française, et qui s'ignore évidemment comme ignorance, est particulièrement dangereuse dans la partie du domaine politique où se situe le féminisme et qui est censée privilégier l'internationalisme. Mais il ne suffit pas de proclamer une *intention* internationaliste, encore faut-il s'en donner les moyens; et la politique culturelle nombriliste des mouvements politiques et de l'intelligentsia française promet de fait une perspective limitée, chauvine, et finalement nationaliste.

Voilà toutes les raisons qui font que, s'il était impossible que *Questions Féministes* continue — à cause du clivage profond apparu à l'intérieur de son collectif —, il était également impossible que *Questions Féministes* s'arrête. Il était impensable d'accepter que la revue disparaisse; de prendre une décision qui revenait à priver le mouvement, surtout dans un moment où ses espaces et ses instruments se réduisent comme peau de chagrin, où jusqu'à son nom lui est volé, d'un outil de travail essentiel.

Car garder des traces de l'état de la réflexion théorique à tout moment, c'est plus que constituer des archives, ou même que généraliser la discussion, c'est permettre de faire avancer des débats qui, sinon, piétineraient d'être toujours à recommencer. Et il est indubitable que l'existence de *Questions Féministes* a fait avancer la réflexion dans des domaines importants de la théorie féministe : par exemple sur les rapports entre sexe biologique et genre social, sur l'idéologie de « la différence », sur les rapports entre marxisme et féminisme. Les articles de *Questions Féministes* parus

sur ces sujets ont suscité de nombreux débats et groupes de travail. Cette avancée théorique est un apport qui ne se limite pas au mouvement français; en effet, elle a soulevé assez d'intérêt aux U.S.A. pour y susciter la publication d'une version en langue anglaise de *Questions Féministes*, qui sous le nom de *Feminist Issues* a sorti son premier numéro en juin 1980.

Voilà pourquoi nous avons décidé de créer *Nouvelles Questions Féministes*. Cette décision n'a pas été facile à prendre, car l'éclatement d'un groupe de travail tel qu'un collectif de rédaction n'est pas seulement un choc intellectuel et politique, c'est aussi un traumatisme affectif et il ne nous a pas été aisé de nous résoudre à repartir, en dépit du découragement et de la démoralisation qui ont suivi.

* * *

Nous devons à nos lectrices, et plus largement au mouvement en général, une explication sur les causes de la division du collectif de rédaction. Il est honnête de dire que nous n'avons pas bien compris nous-mêmes — et cela n'a pas été le moins douloureux — ce qui s'est passé, au niveau personnel : pourquoi telle personne a pris telle position. En revanche, nous savons très bien sur quels points la discussion a échoué, ou plutôt échoué au point qu'elle n'a pas eu lieu. On pourrait penser que l'analyse des points de divergence est, maintenant que le collectif est dissous, une question rhétorique. Mais si nous avons tenu à y procéder, c'est qu'elle nous a permis de clarifier des questions qui n'avaient pas été abordées dans l'éditorial du numéro I de *Questions Féministes*, et donc de préciser les options fondamentales de la revue.

Le collectif de *Questions Féministes* s'est divisé en deux en juin 1980 sur la question de la position dite « lesbienne radicale » exprimée par un groupe nommé alors « les lesbiennes de Jussieu ». Partant de la critique de l'hétérosexualité comme lieu et moyen principal de l'oppression des femmes, cette position a abouti, de fait, à traiter les femmes hétérosexuelles de « collabos », formule qui a déclenché de violentes discussions au sein du mouvement. Selon cette position, si les femmes et les hommes constituent deux classes antagonistes, il « s'ensuit » que tout contact entre ces deux classes est une « collaboration de classe », et de la part des membres de la classe opprimée une trahison vis à vis de celle-ci.

Une partie de l'ex-collectif s'est déclarée solidaire de cette position dans son ensemble; l'autre partie du collectif — nous — a réagi violemment contre cette position, ou plus exactement contre la « conclusion », qu'elle estime incompatible avec les principes du féminisme, avec l'orientation théorique et politique de la revue, et contradictoire avec ses prémisses tirées du féminisme radical : c'est-à-dire la reconnaissance que les femmes, toutes les femmes, constituent une classe opprimée par la classe des hommes, et que le féminisme est la lutte contre une oppression *commune* à toutes les femmes. Or le terme « collabo » désigne des ennemis politiques, non des semblables dans l'oppression, ni des alliés. Et les « collabos », par définition, ne peuvent être en même temps des résistantes, c'est-à-dire des féministes. Dire que les hétérosexuelles sont des collabos, ou ne pas s'opposer à ce qu'on le dise, c'est les exclure du féminisme.

D'un côté et de l'autre, on évalue très différemment le rôle et l'importance de cette conclusion. Les membres de l'ex-collectif qui défendent la position « lesbienne radicale » déclarent dans le même temps *et* « contester la pratique d'injures » *et* se solidariser avec celles qui ont répandu le slogan « hétéro-collabo ». En ce qui nous concerne, nous ne parvenons pas à saisir la différence entre dire quelque chose soi-

même et se solidariser avec celle qui le dit. Elles opèrent de surcroît des distinctions arbitraires entre différentes parties de la position « lesbienne radicale » : elles en départagent et hiérarchisent les diverses propositions, appelant certaines « le fond » et d'autres « la forme ». Ainsi, selon elles, la critique de l'hétérosexualité serait le fond, tandis que la condamnation des femmes hétérosexuelles serait une « forme » avec laquelle elles disent n'être pas d'accord, mais qu'elles refusent de discuter, précisément parce que pure « forme » : contenu sans contenu, sens dénué de sens politique.

Ainsi on doit, selon elles, discuter exclusivement de ce qu'elles ont décrété « le fond », et ne juger la position « lesbienne radicale » que sur ce « fond ». Dans leur logique, vouloir discuter également de la condamnation des femmes hétérosexuelles revient à « faire des critiques formelles pour éviter la discussion de fond ».

Cette manière d'envisager les choses, de défendre la position « lesbienne-radical » en refusant que son ensemble soit pris en considération n'est pas particulière aux membres de l'ex-collectif, mais à tout le groupe dit « de Jussieu ».

Nous estimons ce raisonnement de mauvaise foi. Un bon argument ne saurait en faire passer un mauvais. Aussi nécessaire que soit la critique de l'hétérosexualité, aucune nécessité théorique ne peut justifier l'exclusion de quelque femme que ce soit des opprimées, du groupe à défendre, bref de la classe des femmes. Nous refusons la liaison obligatoire entre critique de l'hétérosexualité et condamnation des femmes hétérosexuelles; d'une part parce que cette conclusion est *d'emblée* inacceptable; d'autre part parce que les « lesbiennes radicales » n'y parviennent que par une série de glissements et de sophismes qui impliquent la négation des principes du féminisme radical, entre autres de la centralité du concept d'oppression et de la théorie des classes de sexe, tels que nous les avons exposés dans l'éditorial du n° I de *Questions Féministes*.

1/ Ainsi, déjà dans le *mode* de discuter, un clivage est apparu qui, pour être sans « fond », n'en est pas moins grave à nos yeux que celui concernant la définition du féminisme. C'est le problème d'un mode de pensée terroriste et finalement totalitaire. En effet, les « lesbiennes radicales » présentent leur position « en bloc » : il n'est pas permis de la critiquer. Qui n'est pas totalement avec elles est totalement contre elles. Car si, d'un côté, elles font une distinction spécieuse entre « le fond » et « la forme », par ailleurs, et contradictoirement, elles refusent de les dissocier : si l'on critique la condamnation des femmes hétérosexuelles, cela signifie pour elles que l'on refuse toute critique de l'hétérosexualité, et même que l'on « défend l'hétérosexualité », voire que l'on « soutient une ligne hétérosexuelle radicale ».

Nous refusons ce raisonnement, non seulement parce qu'il est spécieux, cela va sans dire, mais plus gravement, parce qu'il est terroriste et totalitaire. Ce mode de pensée est bien connu, historiquement; en général, il justifie une *pratique* terroriste et s'appuie sur elle; et ces discours et pratiques servent généralement une *politique* de terreur. Ce n'est pas hélas un privilège réservé aux groupes dominants ou aux régimes assis. Le P.C., les groupuscules d'extrême-gauche utilisent discours circulaire, pensée totalitaire et pratique terroriste... dans la mesure de leurs moyens. Ce n'est pas non plus l'apanage des hommes; nous avons rencontré, dans ce pays, avec le groupe « Psychanalyse et Politique », un système totalitaire dans la féminité. La pratique dans le mouvement du groupe dit « les lesbiennes de Jussieu » est, de même que leur discours, fondée sur le soupçon, l'accusation, voire la diffamation personnelle, le mépris de l'interlocutrice, le refus de la discussion. Cette pratique leur a valu d'être reniées par la plupart des féministes, y compris des féministes lesbiennes, et d'être exclues de la rencontre féministe radicale du Mans (cf. documents).

Discours et pratique de ce type sont au service d'une politique qui a une ambition — qu'elle n'en ait pas les moyens est sans importance — terroriste.

2/ En effet, la logique de la position dite « lesbienne radicale » aboutit à éliminer les femmes hétérosexuelles des rangs féministes, et cette logique n'a même pas besoin d'être inférée puisqu'elle est explicitement écrite dans leurs textes (cf. documents).

Nous nous sommes dès le départ, à *Questions Féministes*, inscrites en faux contre les théories prétendument féministes qui excluaient cependant certaines femmes, par exemple les « bourgeoises », de la population à libérer. *Contre* cela nous avons affirmé que les femmes constituent une classe. Or, si l'on admet qu'il existe une communauté de sort fondamentale entre toutes les femmes, le premier objectif de la lutte est la transformation de cette « classe en soi » en « classe pour soi » ; l'acquisition par cette classe objective d'une conscience subjective de classe.

Le corollaire du constat de la communauté de sort est l'affirmation de la nécessité de la solidarité. C'est donc d'une certaine façon a priori que nous dénonçons comme anti-féministe toute analyse qui renie d'une façon quelconque cette solidarité. Nous pouvons dire, avant même tout examen, qu'une analyse qui, partant de prémisses féministes, arrive à des conclusions anti-solidaires, doit être bourrée de sophismes (et de fait, à l'examen, nous les trouvons).

3/ L'exclusion pure et simple des hétérosexuelles du mouvement étant évidemment une mission impossible, le fonctionnement dans le réel de leur position revenait à instaurer dans le féminisme une théorie de l'avant-garde, et à s'en faire les membres autodésignés.

Ayant adopté une ligne politique qui ne faisait pas l'unanimité dans la revue, l'autre partie considérait dans un premier temps (avant que nous concluions unanimement à la dissolution du collectif) que nous pouvions travailler côte à côte en exprimant dans la revue nos « divergences ». C'était, de notre point de vue, nier la réalité politique du conflit, c'est-à-dire non seulement invalider nos objections à la « ligne de Jussieu », mais aussi le sens politique de leur position : se solidariser d'un groupe dont l'une des conclusions politiques est « hétéro-collabo » (quand bien même l'ensemble du collectif serait d'accord sur d'autres aspects de ses positions), le soutenir à l'intérieur d'un collectif comprenant des hétérosexuelles, c'était admettre la possibilité dans ce collectif — et plus largement dans le mouvement en général — d'une hiérarchie politique entre féministes, admettre que les unes fassent figure d'exemples à suivre, les autres portant tout le poids de l'« auto-critique ». Ce principe de fonctionnement, comme la position politique dont il découle, nous a paru inadmissible.

C'eût été un tout autre problème (plus exactement il n'y en aurait pas eu pour nous) s'il s'était agi simplement de poser les distinctions entre l'oppression des lesbiennes et celle des hétérosexuelles, et d'affirmer le droit, comme la nécessité théorique et pratique, de « partir de sa propre oppression ». Principe que nous défendons, pour les lesbiennes comme pour les hétérosexuelles, et justement contre la position de l'autre partie, puisqu'elle privilégie un vécu par rapport à un autre. « Partir de notre vécu », « partir de notre oppression », c'est ce qui a été historiquement la base, la condition même, de l'émergence du féminisme. Mais quand on dit que « c'est la collaboration hétérosexuelle qui freine le mouvement » — autrement dit, les femmes hétérosexuelles elles-mêmes — (cf. tract intitulé « Rencontres lesbiennes », 21-22 juin 1980, émanant des « lesbiennes de Jussieu »), on dénie la réalité objective de laquelle partent la majorité des femmes; cela revient à dire que la réalité présente (de l'oppression) est un frein à la libération — ce qu'on avait compris depuis longtemps. Mais

outre transformer une tautologie (les hétérosexuelles ont des liens intimes avec le groupe des oppresseurs) en acte d'accusation (donc elles « collaborent »), cela revient à dire (« Toutes les femmes doivent devenir lesbiennes, c'est-à-dire : solidaires, résistantes, non collaboratrices » — cf. le même tract) qu'il existe une avant-garde, un modèle, un groupe d'opprimées spécifiques qui est le représentant nécessaire *et suffisant* de l'ensemble des opprimées : théorie « léniniste » contre laquelle les féministes ont lutté en affirmant que les femmes ne pouvaient être représentées dans la lutte sociale que par *elles-mêmes*; ce qui implique que, parmi les femmes, aucune ne représente toutes les autres sinon dans ce qu'elle reconnaît de commun à toutes.

Précisons ici que dans les deux « camps » qui se sont opposés dans notre collectif, certaines ont un « vécu lesbien », d'autres un « vécu hétérosexuel » (dans ce dernier cas le soutien à la ligne « lesbienne radicale » consiste à se reconnaître soi-même comme « collabo »). Il n'y a donc pas eu, en l'occurrence, un clivage entre « les » lesbiennes et « les » hétérosexuelles du collectif, et ce constat a son importance. C'est de toute une approche du féminisme qu'il s'agit.

4/ Ces divergences sont, on le voit, importantes et chacune aurait suffi à faire éclater le collectif. De plus, ces trois clivages en ont mis à jour un quatrième qui aide peut-être à comprendre ce qui demeure pour nous un mystère : comment des femmes avec qui nous avons travaillé si longtemps ont pu prendre, sur le terrorisme (« psychologique » ou « intellectuel »), sur le séparatisme lesbien (entendons : d'avec les femmes hétérosexuelles), sur l'avant-gardisme, des positions contraires aux prémisses sur lesquelles nous avons, ensemble, fondé la revue et en rupture totale avec ce qu'elles avaient défendu tout au long de l'existence de *Questions Féministes*. Ce quatrième clivage éclaire en partie pourquoi nous n'avons pu nous mettre d'accord sur rien, même pas sur l'objet du conflit.

En effet, quelles sont les clefs du clivage à l'intérieur de *Questions Féministes* ? A notre sens, l'histoire interne de notre groupe, avec ses conflits personnels, ou de rôles, ou de pouvoir (comme dans tout groupe) fournit des pièces au dossier. Or, curieusement, l'autre partie nie que de tels facteurs aient pu jouer dans ses prises de position par rapport à nous, qui seraient « purement politiques » (quoique non explicites).

Cette négation même repose, à notre avis, sur une conception profondément différente de la nôtre des rapports entre le « personnel » et le « politique ». Précisément l'histoire interne de notre groupe, à l'occasion de certains incidents « personnels », avait fait surgir cette divergence. Trois d'entre « elles » (sur quatre de l'actuelle « autre partie ») défendaient contre les autres (dont « nous ») le principe du secret sur la « vie privée » à l'intérieur d'un groupe. Nous disions qu'il pouvait être extrêmement perturbant, individuellement, et handicapant du point de vue de la « prise de conscience » et de l'analyse théorique, de discuter de sujets comme l'hétérosexualité et le lesbianisme sans faire référence à son « vécu personnel » (référence sans laquelle le féminisme n'aurait pu trouver sa parole). D'une part le principe de secret des unes agissait comme censure des autres (il est difficile de « se révéler » unilatéralement). D'autre part la méconnaissance de l'« orientation sexuelle » de ses interlocutrices, comme le fait pour les interlocutrices en question de ne jamais la formuler ni la relier à leur discours, de rester dans les généralités abstraites, bloquait les discussions et l'approfondissement de nos positions. Peut-être est-ce une des raisons pour lesquelles certaines de l'autre partie se sont affirmées si brusquement « lesbiennes radicales » : après leur long silence de principe; comme si être lesbienne était quelque chose d'indicible en dehors de sa traduction en « choix politique », et que cette affirmation ne

pouvait surgir que sous forme d'antagonisme avec les hétérosexuelles définies comme « collabos ». C'est sans doute aussi une raison pour laquelle le conflit a été consommé en trois réunions sans la moindre possibilité de communication entre nous.

Le principe « le personnel est politique », qui a été l'une des premières affirmations féministes, n'a pu être formulé que parce que des femmes ont découvert *en parlant d'elles* (entre femmes), et en parlant de ce qui était jugé « privé » ou « intime », que précisément ce n'était pas si « intime » que cela, que leur « privé » s'inscrivait dans des lois sociologiques analysables comme système d'oppression. Cette découverte ne peut avoir été faite une fois pour toutes. Elle est à refaire indéfiniment au fur et à mesure qu'on aborde tous les recoins de l'existence des femmes.

Or voilà que celles-là mêmes qui jugeaient que le privé devait être mis entre parenthèses dans un groupe, et qui interprétaient notre désaccord sur ce point comme une attitude « inquisitoriale » (nous ne demandions justement pas de comptes, mais un minimum de transparence, condition nécessaire de la déculpabilisation), soutiennent maintenant des « lesbiennes radicales » dont les principes conduisent à faire violence au vécu individuel, non par le fait d'*en parler* ou de *l'analyser*, mais en érigeant des *devoirs* de conformité du vécu à « la ligne » : pas le vécu des oppresseurs, mais celui des opprimées, ce qui fait toute la différence ! C'est là un renversement insidieux et extrêmement dangereux du principe « le personnel est politique », qui devient : « le politique *doit être* le personnel ». Autrement dit, « le politique », au lieu d'être reconnu comme *analyse* et *projet*, est confondu avec le vécu immédiat. Ce n'est plus *partir* du personnel, c'est vouloir *le supprimer* (par voie d'accusation et culpabilisation), dans la mesure où ce « personnel » entre en contradiction avec l'idéal affirmé ; c'est prétendre que l'idéal poursuivi *peut et doit*, ici et maintenant, se matérialiser dans chaque individu poursuivant cet idéal. C'est vouloir abolir les contradictions objectives entre le « vécu » et le « politique » et transformer le « vécu » en du « politique pur ». Il faudrait que tout son être ne fasse qu'exprimer « la ligne juste ». Le but n'est plus de *lutter contre* l'oppression, le but est *d'exprimer la non-oppression*. Ce qui ne peut conduire qu'à se transformer, et vouloir transformer les autres, en étiquettes ambulantes de propagande ; à s'identifier à « l'avenir radieux », mais ce qui est plus grave, à forcer les autres, les « moins libérées », à s'y identifier sans passer par une démarche autonome, c'est-à-dire à remplacer la libération par la culpabilisation, la prise de conscience par la *soumission* au nouveau « flic dans sa tête » (le nouveau flic, dans un processus révolutionnaire, est encore plus dangereux que l'ancien car il est censé ne pas exister). Bref, c'est de la pensée totalitaire. Et il est plus que navrant, il est extrêmement grave pour les femmes que des féministes ne sachent déceler et dénoncer ce processus politique (connu ailleurs sous le nom de « stalinisme »), alors que c'est en luttant contre cela même que les féministes ont pu émerger : en effet, issues généralement de « la gauche », elles ont compris que « la juste ligne marxiste » ne prenait pas en compte leur vécu (d'oppression en tant que femmes) et qu'il fallait non pas réduire la réalité à la ligne (i.e. « il n'y a pas d'antagonisme entre hommes et femmes »), mais changer « la ligne » pour l'adapter à la réalité.

Sur tous ces points, nous pensions que l'accord était total dans le collectif depuis le début. Pour nous le rejet des théories léninistes de l'avant-garde, ainsi que des modes de pensée et des pratiques totalitaires, étaient des prémisses de départ, si

évidentes qu'elles n'avaient pas besoin d'être explicitées. Il nous semblait aussi que le slogan « le personnel est politique », non seulement ne pouvait être interprété comme une nouvelle caution donnée au vieux principe de l'inter-flicage, mais au contraire constituait une — la seule peut-être — base théorique d'où s'attaquer à ce stalinisme si ordinaire (c'est en tous cas ce que soutiennent S. Rowbotham, L. Segal et H. Wainwright dans « Beyond the Fragments » où elles voient ceci comme l'apport principal du féminisme à l'élaboration de politiques réellement révolutionnaires, i.e. libératrices).

De tous ces points, en 1977, un seul ne nous semblait pas acquis, et mériter donc élucidation : la thèse que les femmes constituent une classe. Or nous nous apercevons aujourd'hui que, en l'absence d'accord sur les autres points, même cette thèse, pourtant dépourvue d'ambiguïté quant à ses implications stratégiques — et ses ennemis ne s'y sont pas trompés — peut être déformée, pervertie au sens fort du terme, c'est-à-dire retournée contre elle-même ; que l'absence d'accord sur les autres points permet de glisser, après la proposition que les femmes sont une classe, une série de propositions intermédiaires qui remplacent la conclusion que la classe des hommes est l'ennemi principal par celle que des femmes sont l'ennemi principal des femmes.

Ceci nous démontre une lapalissade : ce qui va sans dire va encore mieux en le disant. C'est pourquoi nous avons jugé plus qu'utile, indispensable, de clarifier ces points restés jusqu'ici implicites, et qui sont cependant partie aussi intégrante, à nos yeux, du féminisme radical, que ceux que nous avons exposés dans l'éditorial du N° 1 de *Questions Féministes*.

*
* *

Ce premier numéro de *Nouvelles Questions Féministes*, est, comme on s'en apercevra vite — ou plutôt aurait dû être — le N° 9 de *Questions Féministes*. Si les documents sur le mouvement en France sont nombreux, ce n'est pas que la situation soit joyeuse, bien au contraire. Et si nous avons tenu à en « passer » le maximum, au détriment des « Nouvelles » de l'étranger (qui sont dans nos tiroirs), c'est qu'hélas il y a de moins en moins de journaux féministes où publier ces informations. La presse féministe a été plus que décimée en un an : après *Histoires d'Elles*, c'est *Remue-Ménage* qui a fermé et tous les autres journaux sont en difficulté.

Dans ce premier numéro nous continuons le débat amorcé dans le N° 7 de *Questions Féministes* sur l'hétérosexualité et le lesbianisme. C'est, entre autres choses, aussi pour que ce débat qui ne fait que commencer — dans la revue, car il se poursuit depuis longtemps dans le mouvement — ne soit pas étouffé dans l'œuf, que nous avons décidé de créer *Nouvelles Questions Féministes*. Ce débat-ci, et d'autres ; car celui-ci, quoiqu'apparemment « différent » des autres et « unique », n'est-il pas le débat sur les différentes formes que prend l'oppression à l'intérieur de la classe des femmes ?

Le féminisme, après une période d'euphorie, découvre les situations qui opposent entre elles des femmes. Mais il n'a toujours pas trouvé de façon de penser ces contradictions. C'est qu'il a eu — nous pensons ici au féminisme radical — fort à faire pour ne *pas* les penser d'une certaine façon : pour ne *pas* penser les situations entre femmes de la même façon que les situations entre hommes ; par exemple pour ne pas penser la contradiction entre la femme de ménage et la mère de famille qui l'employe

comme la même chose que celle entre patron et ouvrier. Occupées à résister au placage des analyses « de classe » (des analyses du seul capitalisme) sur les contradictions entre femmes, nous avons privilégié les points communs entre les femmes. Nous n'avons eu ni le temps ni l'énergie de créer une façon — toute une théorie du patriarcat — de penser les points de divergence *autrement*, et nous savions que les penser « normalement », c'était renoncer à reconnaître la communauté et à affirmer la solidarité fondamentales entre femmes.

Et de fait, quand ces différences surgissent, nous avons du mal à empêcher que leur reconnaissance ne s'opère au détriment de la solidarité. Aussi les contradictions entre femmes, qui *doivent* être abordées, sous peine que le féminisme ne prenne en compte que le plus petit dénominateur commun, et non l'ensemble de *toutes* les situations de *toutes* les femmes, apparaissent-elles trop souvent comme des antagonismes irréconciliables.

Il n'est certes pas facile de penser la communauté et la différence ensemble, surtout quand ces différences sont hiérarchisées et prennent la forme de conflits d'intérêts. Il est encore moins facile, et c'est pourtant nécessaire, de trouver un cadre conceptuel commun pour toutes ces situations de conflit. En effet si la théorie féministe peut à la limite, là où elle en est arrivée, rendre compte du placement des femmes dans des situations *différentes*, par exemple celle de « femme au foyer » ou celle de « femme qui travaille », celle de « célibataire » ou celle de « femme mariée », mais qu'on peut considérer comme équivalentes, beaucoup de féministes sont tentées d'établir une hiérarchie des oppressions quand les femmes sont placées dans des classes différentes (par exemple situées comme bourgeoises ou comme ouvrières); et quand ces différences objectives deviennent des contradictions personnalisées, la théorie ne semble plus d'aucun recours. Ces trois sortes de différences sont perçues comme n'ayant aucun rapport les unes avec les autres; de surcroît, la troisième, celle des situation « personnalisées » est vue comme ne constituant même pas une catégorie: non seulement l'antagonisme « objectif » entre secrétaire et patronne semble être d'une autre nature que le conflit entre mères et filles, mais ce conflit est lui-même vu comme n'ayant rien de commun avec le contentieux entre lesbiennes et hétérosexuelles. Certains de ces conflits, d'ailleurs, ne sont même pas perçus, non parce qu'ils n'existent pas, mais parce qu'ils sont tellement profonds que soit les protagonistes ne se retrouvent pas dans le même mouvement pour s'affronter, c'est le cas en France des femmes noires et des femmes blanches, des filles et des mères, soit on préfère ne même pas en parler, c'est le cas du ressentiment caché et réciproque qui existe dans le mouvement entre femmes sans enfants et femmes avec enfants.

Pourtant il doit bien y avoir quelque chose de commun à toutes ces situations où deux femmes se sentent agressées ou opprimées l'une par l'autre, quand par ailleurs — mais est-ce justement par ailleurs ? — toutes deux sont opprimées par la classe des hommes ?

C'est ce que dit notamment Françoise Comparat dont l'article, comme celui d'Adrienne Rich, aborde la question des implications de la critique de l'hétérosexualité pour la solidarité féministe, l'un d'un point de vue stratégique, l'autre d'un point de vue analytique. Françoise Comparat analyse les dangers présentés par une vision des antagonismes entre femmes qui aurait pour corollaire l'abandon de la notion de classe des femmes et de la stratégie commune que cette notion implique. Elle aborde aussi le sujet — encore tabou — de l'oppression que les femmes peuvent exercer, en tant qu'adultes et que parents, sur les enfants et en particulier sur « leurs » enfants.

Adrienne Rich, avocate du point de vue lesbien le plus répandu et opposé au

séparatisme, fait ici la critique de l'hétérosexualité la plus fouillée et la plus étendue à ce jour. Dans ce qui est plus un essai qu'un article, elle démontre qu'il n'est nul besoin pour les unes de s'en prendre aux autres pour démonter et attaquer la « Contrainte à l'hétérosexualité ». Au contraire, rejetant « l'attitude punitive des séparatistes vis à vis des femmes hétérosexuelles », elle démontre que ce n'est qu'en considérant ces dernières comme les premières victimes de l'institution de l'hétérosexualité que l'on peut parvenir à prendre la juste mesure, jusqu'ici largement sous-estimée, de la complexité, de la force, et de l'omniprésence de celle-ci. Elle nous donne ainsi, en même temps qu'une analyse d'une puissance rarement égalée, la preuve qu'une perspective féministe-lesbienne (« lesbian-feminist ») peut fournir une contribution déterminante à l'élaboration de la théorie féministe radicale.

Ces articles se situent tous deux dans la problématique, dont on oublie trop souvent qu'elle est nouvelle, construite par le mouvement féministe. Si nous avons attendu, le septième numéro de la revue pour publier des textes sur ce sujet, c'est que nous nous refusions à rester dans la problématique traditionnelle-libérale, à faire le classique numéro-ghetto : « spécial » (après on n'en parle plus), et sur « le lesbianisme ». Nous voulions rompre d'emblée avec cette façon de considérer le seul lesbianisme comme un problème, et de surcroît un problème spécifique — qui ne concernerait que celles atteintes par la maladie. Le mouvement féministe a progressivement, sans qu'on s'en rende toujours compte, surtout dans les publications, changé cette façon de voir. Les discussions sur l'homosexualité, et l'existence de groupes de lesbiennes depuis 10 ans ont permis à l'ensemble du mouvement de se poser la question de la suprématie hétérosexuelle. Pour certaines d'entre nous, c'est dès 1971 que l'objectif du premier groupe lesbien, « les Gouines Rouges », n'étaient nullement « d'étudier l'homosexualité », mais de *problématiser* l'hétérosexualité, c'est-à-dire de remettre en question son statut de « chose allant de soi ». Pour *Questions Féministes* ceci faisait partie de la remise en cause des évidences naturalistes et finalement patriarcales. Aussi même ce qui apparaît dans le numéro 7 comme le début d'un débat est-il en fait aussi un aboutissement : pouvoir centrer un numéro sur *l'hétérosexualité* est le résultat d'années de réflexions féministes. L'hétérosexualité n'existait pas en 1970 : elle se faisait passer pour « la sexualité » — en toute simplicité. C'est le mouvement, l'action des lesbiennes en son sein, mais une action permise par la logique même du féminisme, qui a créé un renversement de perspective. Le débat d'aujourd'hui n'est pas celui d'il y a dix ans : ses termes sont une création historique du mouvement, dont le travail a permis que peu à peu, l'hétérosexualité commence à être perçue comme un vécu spécifique, que son évidence normative soit mise en question, qu'elle devienne spécifiée, *nommée*, bref qu'elle devienne à la fois un problème et un concept.

Le débat sur « hétérosexualité et lesbianisme » n'est pas le même que le débat sur « l'homosexualité ». C'est, à ce titre, un nouveau débat, et il est donc loin d'être terminé. C'est pourquoi nous souhaitons le continuer : ni le clôturer dans un dernier numéro-enterré, car la première condition pour qu'il ait lieu est qu'il dispose d'une revue pour s'exprimer, ni l'enterrer d'une autre façon en laissant la position lesbienne-séparatiste prétendre représenter à elle seule l'ensemble des positions lesbiennes et même féministes radicales. Ceci ne signifie pas que nous ignorions l'importance historique du séparatisme lesbien (et c'est pourquoi nous publions et publierons leurs textes) : d'une part, par le rôle qu'il a joué aux U.S.A. dans la remise en cause de l'hégémonie hétérosexuelle qui existait dans les années 70, et donc dans le développement du mouvement; d'autre part, parce que sous ses excès, affleurent des années, des siècles, de « rage homosexuelle » enfouie.

Cette rage est, en revanche, absente des livres récents — de plus en plus nombreux — sur le lesbianisme (G. Pastre, « De l'amour lesbien », N. Nobili et E. Zha, « les femmes et l'amour homosexuel ») qui présentent au contraire une image doublement idéalisée des lesbiennes : révolutionnaires sans même essayer, et épanouies par-dessus le marché.

Entre la rhétorique enflammée des unes et la vision paradisiaque des autres, il y a un gouffre mais aussi un point commun; ces deux approches présentent de la relation lesbienne une image étrangement conforme à la nouvelle norme gauchiste : la subversion dans (par ?) le bonheur. Le gouffre, c'est celui dans lequel tombe le malheur, qui ne fait pas partie de cette nouvelle respectabilité; le point commun, c'est que son éventualité même est renvoyée à l'oppression du monde hétérosexuel; à juste titre, mais ce monde est vu à tort comme un « extérieur », aux limites quasi-géographiques. On dirait que, comme le couple hétérosexuel de la représentation traditionnelle (cf. C. Delphy, « Nos amis et nous », *Questions Féministes* n° I), la relation lesbienne est une île.

Or la société ne se laisse pas arrêter par la porte d'une chambre; elle y entre avec nous, avec chacune de nous. Et c'est sans doute autant, sinon plus que la persécution sociale, la souffrance engendrée par le fait que dans la relation lesbienne chacune de nous est aussi le monde extérieur — le patriarcat, l'hétérosexualité — pour l'autre femme, qui suscite cette rage. Comment expliquer autrement que les séparatistes fassent des « hétéros » — et non de leurs privilèges — l'unique objet de leur ressentiment ?

Cet abcès doit être vidé : sous peine que des féministes lesbiennes ne prennent les féministes hétérosexuelles pour le seul obstacle à notre commune libération. Cette souffrance doit être dite, et directement, sans détours : sous peine que, refoulée, elle ne se déguise en stratégies absurdes. Mais aussi parce que si nous arrivons à comprendre comment le patriarcat atteint les femmes jusque dans la relation qui semble, de lui, la plus éloignée; comment c'est en se servant de ce que nous avons de plus personnel, de précisément « affectif », qu'il nous affecte le mieux; si nous parvenons à démêler cela, peut-être trouverons-nous du même coup des clés pour aborder d'autres situations conflictuelles entre femmes, que l'intensité des émotions impliquées semble rendre immunes à l'analyse politique.

Adrienne Rich

La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne

I

« Biologiquement, les hommes ont un seul instinct — l'instinct sexuel qui les pousse vers les femmes —, tandis que les femmes ont deux instincts, un instinct sexuel vers les hommes et l'instinct de reproduction qui les pousse vers leurs petits. »

Alice Rossi, « Children and Work in the Lives of Women » (communication à l'Université de l'Arizona, Tucson, fév. 1976).

... « j'étais une femme terriblement vulnérable, critique, utilisant la féminité comme une sorte d'étalon ou d'aune pour mesurer les hommes et les écarter. Oui... quelque chose comme ça. J'étais une Anna qui cherchais auprès des hommes la défaite sans jamais en être consciente. (Mais j'en suis consciente. Et cela veut dire que je vais laisser tout cela derrière moi et devenir... mais quoi ?). J'étais enlisée dans un état d'âme commun aux femmes de notre temps, qui peut les rendre amères, ou lesbiennes, ou solitaires. Oui, cette Anna-là était... »

Doris Lessing, *Les Carnets d'Or* (éd. française, Albin Michel, 1976)

Le préjugé de l'hétérosexualité inévitable à travers lequel est perçue l'expérience lesbienne, selon une échelle qui passe de la déviance à l'horreur — lorsque cette expérience n'est pas tout simplement rendue invisible — trouve son illustration dans bien d'autres textes que ceux que j'ai cités en exergue. La conviction de Rossi selon laquelle c'est de façon innée que les femmes sont attirées vers les hommes, ou celle de